

Cote du document: EB 2011/103/R.5
Point de l'ordre du jour: 4 a) iii)
Date: 3 août 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport sur la visite au Brésil soumis au Comité de l'évaluation par son président

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Josefina Stubbs

Directrice de la Division Amérique latine
et Caraïbes

téléphone: +39 06 5459 2318

courriel: j.stubbs@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes
directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb_office@ifad.org

Shyam Khadka

Administrateur principal de portefeuille

téléphone: +39 06 5459 2388

courriel: s.khadka@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Examen**

Rapport sur la visite au Brésil soumis au Comité de l'évaluation par son président

1. **Généralités et objectif.** Conformément à la décision prise par le Comité de l'évaluation à sa soixante-sixième session, en mars 2011, les membres du Comité ont effectué leur visite annuelle pour 2011 au Brésil. L'équipe était composée des représentants des pays suivants: Burkina Faso, Canada, Inde (président), Indonésie, Mexique, Nigéria, Pays-Bas et Suède¹. Ont participé pour le compte du FIDA: la Directrice de la Division Amérique latine et Caraïbes (LAC); le Responsable principal de portefeuille représentant le Vice-Président adjoint du Département gestion des programmes; le Chargé de programme de pays pour le Brésil et d'autres membres du personnel; et un représentant du Bureau du Secrétaire. Le Directeur adjoint du Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) du FIDA était présent à Brasilia ainsi que lors des discussions initiales qui se sont tenues à Fortaleza.
2. Cette visite avait pour but de mettre à profit les savoirs et l'expérience tirés de l'action du FIDA sur le terrain, afin que le Comité soit en mesure de fournir au Conseil d'administration, à la direction du Fonds et à l'IOE des orientations plus éclairées sur des questions d'évaluation (le mandat de la visite est fourni en annexe I).
3. **Aperçu du programme.** Durant la première partie de la visite, qui s'est déroulée à Brasilia, le Comité a: i) eu des entretiens avec les autorités fédérales du Ministère de la planification, du budget et de la gestion et du Ministère du développement agricole; ii) pris part à la table ronde sur les différents aspects des politiques publiques relatives à l'agriculture familiale au Brésil; iii) reçu des informations concernant l'initiative LAC pour la concertation sur les politiques dans le cône sud-américain²; et iv) participé à l'inauguration de l'initiative relative à la gestion des savoirs pour la région semi-aride du Nord-Est du Brésil.
4. Durant la deuxième partie de la visite, qui s'est déroulée à Fortaleza et dans deux municipalités de l'État de Ceará, le Comité a: i) assisté à la présentation du Projet Dom Helder Câmara (PDHC) par le Directeur adjoint d'IOE, le Directeur du PDHC et le Secrétaire adjoint au développement agricole du gouvernement de l'État de Ceará; et ii) rendu visite aux communautés et aux ménages d'agriculteurs pauvres bénéficiaires du PDHC.
5. Durant la troisième partie, le Comité a eu des entretiens, à Fortaleza, avec les Secrétaires d'État à la planification et au développement agricole ainsi qu'avec la Banque du Nord-Est du Brésil (BNB). Avant leur départ pour le Brésil, les membres du Comité, lors d'une réunion de synthèse, avaient eu avec des membres du personnel du FIDA des échanges de vues sur différents aspects du programme de pays du FIDA pour le Brésil ainsi que sur les dispositions prises en vue de la visite.
6. **Discussion avec le Gouvernement fédéral brésilien.** Les entretiens avec des représentants du Ministère de la planification, du budget et de la gestion et du Ministère du développement agricole ont porté sur des questions de fond précises. Les discussions ont concerné essentiellement l'inégalité de revenus et d'actifs, le lien entre pauvreté et dégradation de l'environnement dans la région semi-aride du Nord-Est, la nécessité d'intégrer les jeunes dans l'économie et l'aptitude des institutions à réduire durablement la pauvreté sans devoir constamment compter

¹ Bien que la Suède ne fasse pas partie du Comité de l'évaluation, son représentant remplaçait un membre de la Liste A et a pris part à la visite en qualité d'observateur. Pour plus de facilité, le présent rapport fait référence à l'ensemble du groupe d'administrateurs qui a effectué la visite comme "membres du Comité".

² La Commission de l'agriculture familiale (REAF) est un forum régional de débat, d'échange et d'harmonisation des politiques publiques relatives à l'agriculture familiale au sein du MERCOSUR (le Marché commun du Sud).

sur des aides financières. De plus, les autorités brésiliennes ont décrit brièvement les efforts déployés par le Brésil en vue de l'élargissement de la coopération Sud-Sud et ont répondu aux questions posées par les membres du Comité.

7. Concernant le programme de pays du FIDA, les représentants des deux ministères brésiliens ont souligné le rôle de premier plan que le Fonds avait joué en faveur de l'adoption et de l'amélioration d'une méthodologie visant à éradiquer l'extrême pauvreté et à donner aux populations rurales pauvres les moyens qui pourraient leur permettre de se libérer de la pauvreté. Dans l'ensemble, les interventions du FIDA sont considérées comme des interventions de grande qualité, à la fois car elles sont adaptées au contexte spécifique du Brésil et car elles parviennent efficacement à réduire durablement la pauvreté. En ce sens, les deux ministères ont manifesté leur gratitude au FIDA pour sa contribution extrêmement utile en faveur du développement rural en général et de la petite agriculture en particulier. L'accent a par ailleurs été mis sur l'importance tant de l'action du Fonds à l'appui de l'élaboration de politiques d'agriculture familiale favorables aux pauvres que des possibilités que cela offre au Brésil de s'engager dans la coopération Sud-Sud – notamment le transfert de savoirs avec d'autres pays d'Amérique latine et d'ailleurs.
8. Les représentants du gouvernement fédéral ont illustré pour le Comité les changements normatifs majeurs que l'arrivée au pouvoir de la nouvelle Présidente a apportés, notamment le renforcement de la priorité accordée à la réduction de l'extrême pauvreté en milieu rural, non seulement en luttant contre la faim mais également en veillant à ce que les populations rurales pauvres aient la possibilité d'améliorer leurs revenus et leur bien-être économique tout en tenant compte de la qualité de la gestion de l'environnement. Travailler aux côtés des jeunes ruraux constitue également une priorité.
9. **Table ronde sur l'agriculture familiale.** Cet atelier, qui s'est tenu à l'Office brésilien pour la recherche agricole (EMBRAPA), a permis aux membres du Comité de mieux comprendre la politique brésilienne en matière d'agriculture familiale, notamment s'agissant de sécurité alimentaire, d'approvisionnement agricole et de recherche agricole. L'atelier a débuté par une allocution de bienvenue du Président d'EMBRAPA, Pedro Arraes, dans laquelle il a insisté sur la nature stratégique du partenariat liant le Gouvernement brésilien et le FIDA.
10. Lors du discours qu'il a prononcé au nom du Comité de l'évaluation, le président du Comité a exprimé sa profonde gratitude au Gouvernement brésilien pour avoir bien voulu accueillir cette visite annuelle du Comité de l'évaluation du FIDA et a déclaré que les membres du Comité étaient particulièrement heureux d'être au Brésil, compte tenu de ses succès et des efforts constants que ce pays déploie en faveur de la lutte contre la pauvreté rurale. Par ailleurs, il a précisé que le FIDA peut compléter les efforts du gouvernement en jouant un rôle utile pour la promotion de la coopération Sud-Sud et l'échange de savoirs sur l'agriculture familiale et le développement rural. Il a également insisté sur l'importance de la participation et des responsabilités de grands pays comme le Brésil au sein du Conseil d'administration du Fonds et d'autres instances de discussion comme la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA, en particulier à une époque où les prix des produits alimentaires flambent et où nombreux sont les pays de l'Organisation pour la coopération économique et le développement qui sont confrontés à des contraintes financières.
11. L'atelier a débuté par un exposé dans lequel le Secrétaire (sous-ministre) à l'agriculture familiale a retracé l'approche suivie depuis 2003 par le Brésil face à la pauvreté rurale et a souligné le rôle de premier plan que doivent jouer les petits agriculteurs s'agissant d'éradiquer l'extrême pauvreté et de garantir la sécurité alimentaire. Le Comité a constaté que de vastes poches de pauvreté rurale subsistent au Brésil: 80% des populations vivant en milieu rural tirent leurs moyens

de subsistance de la petite agriculture (ou agriculture familiale, comme on l'appelle dans ce pays), et 70% de la consommation alimentaire du pays provient de l'agriculture familiale. L'accent a par ailleurs été mis sur le "regain d'espoir" et la possibilité d'un "nouvel avenir pour les populations rurales pauvres" qu'ont générés au Brésil ces nouvelles politiques. L'objectif visant à créer des emplois en milieu rural dépasse les préoccupations de nature sociale et s'intègre dans un processus de développement au sens large où se conjuguent croissance et stabilité sociale et économique.

12. Cet exposé a été suivi par une présentation du programme de marchés publics d'intrants agricoles par les exploitations familiales, qui garantit la commercialisation de la plupart des produits agricoles. À ce propos, les membres du Comité ont abordé la question de la portée effective du programme, du nombre et de la variété de produits, du soutien des prix, etc. Cette discussion a été complétée par une autre présentation sur les politiques de recherche agricole pour les exploitations familiales et le projet de coopération Brésil/Afrique. À cette occasion, EMBRAPA a félicité le FIDA pour sa flexibilité, sa réactivité et sa capacité de limitation de la bureaucratie. Les membres du Comité ont soulevé les questions de la possibilité de reproduction à plus grande échelle, notamment en Afrique subsaharienne, et du rôle joué par les autres donateurs dans le cadre de la coopération Sud-Sud (par exemple le Ministère du développement international et la Banque mondiale). Les discussions ont également porté sur l'adaptation des pratiques et des institutions (étant donné qu'il n'existe pas d'approche unique) et sur la coopération élargie. Le Comité a pris acte de la détermination d'EMBRAPA à collaborer avec le FIDA pour le transfert de technologies, notamment dans les pays africains.
13. Un exposé sur le REAF a permis au Comité de mieux comprendre comment les dons accordés par le FIDA ont été utilisés afin de promouvoir le débat sur les politiques publiques relatives à l'agriculture familiale dans le MERCOSUR. Le gouvernement a informé le FIDA de sa décision de financer le REAF sur ses ressources propres, une fois le financement intégralement décaissé.
14. Enfin, le Comité a participé au lancement de l'initiative de gestion des savoirs pour la région semi-aride du Brésil (financée par l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement [AECID]), qui sera mise en œuvre par le FIDA, en partenariat avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), et vise, entre autres, le renforcement du pouvoir d'action des organisations de base.
15. **La visite de terrain – discussions préparatoires.** Avant de rencontrer les communautés et les ménages ruraux pauvres, le Comité a eu une discussion de fond sur le PDHC. Afin de faciliter le débat, le Directeur adjoint d'IOE a fait une présentation sur PowerPoint illustrant les principales conclusions et recommandations de l'évaluation de ce projet. Cette présentation a été suivie d'un exposé sur les interventions du projet – leurs produits et leurs effets – proposé par les représentants du Gouvernement de l'État de Ceará, les instances responsables du projet et les organisations de bénéficiaires. Les membres du Comité ont noté que l'évaluation d'IOE concluait que les *résultats d'ensemble* du projet étaient satisfaisants et que celui-ci avait apporté une contribution significative au renforcement du capital humain et social ainsi que du pouvoir d'action. Le projet a également eu un impact positif sur les revenus ruraux, lesquels, à la clôture du projet, avaient en moyenne quadruplé.
16. Les discussions ont également porté sur les enjeux et les raisons à l'origine du caractère modérément satisfaisant de l'efficacité et de la durabilité du projet. Outre la nécessité d'accorder à ces thèmes une attention renforcée lors d'une éventuelle deuxième phase des opérations, les autres points abordés ont concerné la nécessité d'une définition élargie de la "durabilité" (dépassant les seuls revenus et actifs pour englober la viabilité environnementale) et le compromis entre gains d'efficacité à

court terme et durabilité à long terme. À cet égard, les discussions ont porté notamment sur la question de l'ampleur et de la dispersion de la couverture géographique de l'intervention ainsi que sur les limitations liées à la désignation d'une institution du gouvernement fédéral comme principal organisme d'exécution (en l'espèce, le Ministère du développement agricole, basé à Brasilia).

17. Le Comité a pu constater l'importance que le PDHC accordait au renforcement de l'estime de soi et des capacités (et de la manière d'opérer) des participants au projet et à la modification de leur comportement en vue de parvenir à un développement autonome. Même si la mobilisation sociale est primordiale, le contrôle social a joué un rôle de régulation de l'utilisation des ressources. Il a par ailleurs été noté que les organisations de la société civile jouaient un rôle de premier plan en faveur de la réduction et de l'élimination du sentiment de méfiance face aux interventions de développement que les participants au projet avaient développé après l'échec des programmes antérieurs parrainés par le gouvernement.
18. **La visite de terrain – rencontre avec les communautés et les participants au projet.** Lors de la visite de terrain, le Comité a rencontré cinq communautés dans les municipalités de Quixadá et Quixeramobim de la zone de Sertão Central, dans l'État de Ceará. Cette visite a été pour les membres du Comité une occasion d'appréhender le milieu biophysique (pluviométrie faible et irrégulière – 260-800 mm par an en moyenne –; forte évapotranspiration; sols cristallins et minces; paysages ondulés, etc.) et social (65% des familles d'agriculteurs vivent en situation d'extrême pauvreté) dans lequel le projet est mis en œuvre. De plus, cela leur a permis de mieux comprendre les processus suivis par le projet afin de toucher les communautés et ménages cibles. À l'occasion de cette visite, les membres du Comité ont pu avoir un échange de vues et interagir avec les différentes parties prenantes au projet – autorités provinciales, partenaires d'exécution, bénéficiaires et personnel du projet.
19. La visite de terrain a porté sur une large gamme d'activités dans le domaine de l'agriculture, de l'économie de combustibles et du développement communautaire. Particulièrement intéressantes se sont révélées les fermes agroécologiques qui appliquent exclusivement des méthodes d'agriculture biologique et ont mis en place des filières de commerce équitable par le biais desquelles les participants au projet vendent leur production de coton. La collecte des eaux de pluie, qui permet essentiellement de couvrir les besoins en eau potable des familles d'agriculteurs, constitue une solution viable pour l'approvisionnement en eau potable dans une zone à faible pluviométrie et dont les ressources en eaux souterraines sont très limitées. Il arrive que ces citernes soient utilisées pour la culture maraîchère, permettant ainsi de diversifier les sources de nourriture et par conséquent d'améliorer l'apport de micronutriments. Par ailleurs, le Comité a pu voir une version améliorée, mieux adaptée, de digesteurs de biogaz pour la cuisine qui, en fournissant de l'énergie propre, permettent de réduire la dépendance au bois de feu et, partant, d'améliorer la viabilité environnementale et la santé des femmes. Les membres du Comité ont également pu visiter les activités suivantes: i) apiculture, avec une unité de transformation et de conditionnement; ii) élevage caprin; iii) élevage de poulets; et iv) artisanat. Parmi les activités de développement communautaire, les membres du Comité ont visité une unité sanitaire villageoise et une église construites avec de la main-d'œuvre et grâce aux économies de la communauté. Dans l'ensemble, les municipalités ont acheté aux familles d'agriculteurs des produits agricoles et vivriers afin de les acheminer vers des programmes sociaux, notamment les cantines scolaires. Les membres du Comité ont pu constater par eux-mêmes les liens étroits existant entre les programmes de niveau fédéral comme celui-ci et les exploitations familiales.

20. Au cours de la visite de terrain, les membres du Comité ont pu apprécier la nature participative de la planification au niveau local, la grande pertinence des activités financées par le PDHC par rapport aux besoins du groupe cible, l'accroissement de l'intérêt en faveur du renforcement des capacités des individus et des communautés, de même que l'impact positif des activités financées sur les conditions de vie des populations rurales pauvres. Dans l'ensemble, le Comité a pris acte de la précieuse contribution du PDHC à la mise en œuvre d'une approche efficace et d'une méthodologie solide de lutte contre la pauvreté rurale dans la région semi-aride du Brésil. Le Comité a également pris conscience du fait que des innovations sont nécessaires, tant au plan des institutions que des technologies, compte tenu de la densité de population relativement faible et du manque d'infrastructures ainsi que des problèmes liés aux spécificités du Nord-Est du Brésil.
21. **Rencontre de représentants du Gouvernement de l'État de Cereá et de la BNB.** À leur retour de Fortaleza, les membres du Comité de l'évaluation ont rencontré des hauts fonctionnaires du Ministère de la planification, du budget et de la gestion ainsi que du Ministère du développement agricole. À cette occasion, le Secrétaire adjoint du Ministère de la planification a fait une observation intéressante, à savoir que des programmes de lutte contre la pauvreté couronnés de succès, comme le PDHC, ont conduit, entre autres, à l'inversion de la migration – des villes vers les zones rurales. Par ailleurs, le Comité a pris acte de l'intention du gouvernement d'État d'encourager une réduction de la dépendance vis-à-vis des aides financières octroyées afin de réduire la pauvreté en adoptant une démarche viable de développement rural ainsi que de la nécessité impérieuse de promouvoir la participation des jeunes à l'économie rurale. Lors de cette rencontre, un nouveau projet, actuellement en phase de conception et pour lequel un financement de la part du FIDA serait souhaité, a fait l'objet d'une brève présentation.
22. Lors de cette réunion avec la BNB, les membres du Comité ont pu disposer d'informations plus détaillées sur les opérations actuelles de la banque. Une discussion très intéressante a porté notamment sur la mise au point, par la banque, d'un nouveau système de crédit sur la base des enseignements tirés de programmes de crédit antérieurs. Les échanges ont concerné les variations annuelles du nombre de bénéficiaires, les délais et le taux de remboursement, les bonifications d'intérêt, les frais généraux de gestion du programme de crédit, la nécessité de poursuivre l'assistance technique, par exemple par le biais du PDHC, en particulier par le renforcement des capacités des petits agriculteurs en matière de gestion financière, la nécessité de "mobiliser" les ménages qui n'ont pas remboursé leurs prêts antérieurs, etc.
23. **Conclusion et recommandations.** À l'issue des entretiens avec les représentants du gouvernement, le Comité a organisé une réunion de fond à l'occasion de laquelle les membres du personnel du FIDA ont également été invités à exposer leurs points de vue. Sont ressortis de la discussion les éléments ci-après:
- a) cette visite a permis au Comité d'aborder la question de la pauvreté rurale à tous les niveaux – fédération, État, communauté, groupe et ménage – et de prendre acte de la cohérence entre les politiques en matière d'agriculture familiale et les programmes et initiatives communautaires qui les appuient. Le PDHC a donné la preuve que ces liens étroits se traduisent par des résultats concrets et positifs;
 - b) le Comité, qui a été impressionné par les réalisations du PDHC, a salué les efforts déployés par le FIDA, le Gouvernement brésilien et les autres parties prenantes au niveau national. Par ailleurs, il a souligné la nécessité de renforcer la durabilité des avantages générés par le projet de sorte que les familles bénéficiaires ne retombent pas dans la pauvreté. Cela étant, au Brésil, l'engagement politique en faveur de la lutte contre la pauvreté est fort, les capacités institutionnelles excellentes et les résultats atteints

impressionnants. Tout cela va clairement dans le sens d'une réduction durable de la pauvreté rurale;

- c) l'expérience acquise par le FIDA à l'échelle mondiale dans le domaine de la lutte contre la pauvreté rurale est particulièrement importante pour le Brésil, lequel souhaite clairement voir cette expérience partagée. À son tour, le Brésil, ses politiques publiques favorables à l'éradication de l'extrême pauvreté, son expérience tirée des grands succès obtenus par des projets comme le PDHC – dont le potentiel d'apprentissage est considérable pour des pays se trouvant dans une situation similaire –, présentent un intérêt pour le FIDA et la communauté de développement au sens large. Ce potentiel de partage de savoirs s'inscrit dans la logique de la volonté des autorités brésiliennes de contribuer à la coopération Sud-Sud;
 - d) durant la visite, le FIDA a réaffirmé sa détermination à travailler de manière plus intensive au partage des savoirs, soit directement avec ses États membres soit en favorisant la coopération Sud-Sud. La présence du FIDA dans le pays revêt pour le Brésil une importance particulière étant donné la taille du pays et la stratification de la société, essentiellement due à l'inégalité de distribution des richesses;
 - e) c'est avec satisfaction que le Comité a pris note de la réaffirmation de la valeur ajoutée du FIDA au Brésil et du rôle spécifique que le Fonds doit jouer – promouvoir un cadre porteur pour l'élaboration de politiques publiques en matière de lutte contre la pauvreté rurale et garantir un effet de levier majeur s'agissant de mobilisation de ressources au niveau local (la participation du Brésil au coût total des projets est très forte et le restera, comme a pu le noter le Comité). Par ailleurs, le Comité a estimé que le partenariat fructueux qui unit le Brésil et le FIDA pourrait être consolidé grâce à la participation active du Brésil à la Neuvième reconstitution. En substance, le message adressé clairement au Comité est que le FIDA peut jouer un rôle de premier plan dans les pays à revenu intermédiaire;
 - f) enfin, fait important, le Comité a constaté que l'équipe du FIDA était bien intégrée et que le Fonds était un partenaire fort apprécié au Brésil. Il a salué l'organisation de la visite, tant au plan du contenu que de la logistique.
24. Le Comité de l'évaluation souhaite remercier vivement le Gouvernement brésilien pour avoir accepté d'accueillir sa visite annuelle pour 2011 ainsi que pour l'excellence de l'appui offert, qui a fait de cette visite un succès.

Mandat du Comité de l'évaluation pour la visite au Brésil effectuée en 2011

Historique

Conformément à son mandat et à son règlement intérieur, le Comité de l'évaluation du FIDA a décidé à sa soixante-sixième session, en mars 2011, que sa visite de pays annuelle pour 2011 serait effectuée au Brésil. Depuis 2000, le Comité s'est rendu en Syrie, en Indonésie, au Mexique, au Mali, aux Philippines, en Inde et au Mozambique. À l'heure actuelle, les membres du Comité sont les suivants: Burkina Faso, Canada, France, Indonésie, Inde (présidence), Irlande, Mexique, Pays-Bas et Nigéria.

Objectif général

Recueillir les savoirs et l'expérience des opérations du FIDA sur le terrain, de manière à pouvoir fournir au Conseil d'administration, à la direction et au Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) des orientations générales plus éclairées sur des questions d'évaluation et à pouvoir s'acquitter de ses fonctions avec une compétence accrue.

Objectifs spécifiques

1. Le principal objectif de ce voyage annuel est la visite de terrain dans l'État de Ceará ainsi que des entretiens avec un éventail représentatif de partenaires dans le pays. Durant la visite de terrain, le Comité de l'évaluation se rendra dans un certain nombre de villages faisant partie du groupe cible du Projet de développement durable à l'intention des colonies issues de la réforme agraire dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est, connu sous le nom de "Projet Dom Helder Câmara"; le Comité de l'évaluation recueillera des informations sur la participation des bénéficiaires à la planification, à la programmation, au suivi, à l'établissement des rapports et à l'évaluation du programme ainsi que sur leur opinion concernant les approches futures. Ce projet a été évalué par IOE en 2010 et l'accord conclusif a déjà été finalisé et signé par la direction du FIDA et les représentants du gouvernement fédéral.
2. Les membres du Comité de l'évaluation prendront également part à un atelier informel sur le thème "Politiques publiques et agriculture familiale", avec la participation d'experts brésiliens et le partage des enseignements tirés des opérations du FIDA.
3. De plus, les membres du Comité de l'évaluation souhaitent savoir du Gouvernement fédéral brésilien et des hauts fonctionnaires de l'État de Ceará, y compris de partenaires tels qu'EMBRAPA et CONSEA-CONAB qui sont étroitement associés au programme de pays du FIDA, quel est leur rôle et leur contribution en référence à la planification, à la programmation, au suivi, à l'établissement des rapports et à l'évaluation. Les membres auront également des échanges avec un certain nombre d'organismes d'aide multilatérale et bilatérale actifs dans le domaine de l'agriculture et du développement rural au Brésil.
4. Le Comité de l'évaluation, par l'intermédiaire de son président, fera part au Conseil d'administration, à l'issue de sa visite annuelle de terrain, de ses conclusions concernant les activités et les processus et présentera des recommandations à la direction du FIDA et à IOE concernant la portée, le contenu et les aspects logistiques des futures visites de terrain.

VISITE DE TERRAIN DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION DU FIDA AU BRÉSIL
PROGRAMME DES ACTIVITÉS
 (29 mai – 3 juin 2011)

JOUR	ACTIVITÉ/PROGRAMME
Dimanche 29 mai	
	Départ des membres du Conseil d'administration et du personnel du FIDA à Brasilia. Itinéraire suggéré: via Lisbonne
	Arrivée à Brasilia Hébergement: Hôtel Metropolitan Flat (à confirmer)
	Session d'orientation de l'atelier
	Dîner
Lundi 30 mai	
	Rencontre avec: <ul style="list-style-type: none"> – M. Carlos Vidotto, Secrétaire aux affaires étrangères, Ministère de la planification, Bemvindo Belluco, Secrétaire adjoint aux affaires étrangères – M. Souza, Secrétaire du Ministère du développement agricole (MDA)
	Déjeuner
	Table ronde: Politiques publiques et agriculture familiale au Brésil <ul style="list-style-type: none"> – MDA, M. Laudemir Muller, Secrétaire à l'agriculture familiale: point de vue du gouvernement – Président du Comité de l'évaluation du FIDA – CONSEA-CONAB: politiques de sécurité alimentaire
	Pause-café
	ATELIER: Politiques publiques et agriculture familiale au Brésil <ul style="list-style-type: none"> – EMBRAPA, F. Reifschneider: Politiques de recherche agricole pour l'agriculture familiale – REAF, Álvaro Ramos: Concertation sur les politiques dans le cône sud-américain
	Lancement du Programme de gestion des savoirs dans la région semi-aride du Nord-Est du Brésil (FIDA, AECID, IICA)
	Cocktail
Mardi 31 mai	
	Départ pour Fortaleza
	Enregistrement et déjeuner Hôtel Luzeiros
	ATELIER: Projet Dom Helder Câmara <ul style="list-style-type: none"> – Espedito Rufino, Directeur du projet: Expérience de mise en œuvre, aperçu du projet et principaux résultats
	Pause-café
	ATELIER: Projet Dom Helder Câmara <ul style="list-style-type: none"> – Ashwani Muthoo: Directeur adjoint du Bureau indépendant de l'évaluation: Principales conclusions et recommandations issues de l'évaluation du projet

Mercredi 1^{er} juin	
	Transfert de Fortaleza à la zone du projet dans la zone du Sertão Central de l'État de Ceará (3 heures)
	Déjeuner
	Visite de terrain
	Nuit à Sertão Central
Jeudi 2 juin	
	Visite de terrain
	Déjeuner
	Visite de terrain
	Retour à Fortaleza (3 heures)
	Arrivée à Fortaleza, installation à l'hôtel (Hôtel Luzeiros)
Vendredi 3 juin	
	Rencontre des représentants du Gouvernement de l'État de Ceará: <ul style="list-style-type: none"> – Secrétariat à la planification: Eduardo Diogo, Secrétaire; Philippe Nottingham, Secrétaire adjoint; Mario Fracalossi, Coordonateur de la coopération technique et financière – Secrétariat au développement agricole: Nelson Martins, Secrétaire; Amorim Rodrigues, Secrétaire adjoint
	Déjeuner
	Départ des membres du Comité de l'évaluation et du personnel du FIDA pour Rome et autres destinations. Itinéraire suggéré: via Lisbonne
Samedi 4 juin	
	Arrivée à Lisbonne et vols en correspondance